

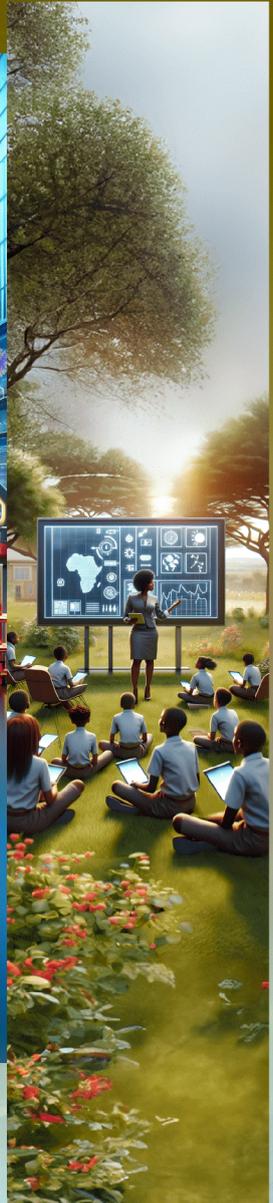


AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

RAPPORT PAYS 2024

CAMEROUN

Impulser la transformation du Cameroun
par la réforme de l'architecture financière mondiale.





AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

RAPPORT PAYS 2024

CAMEROUN

Impulser la transformation du Cameroun
par la réforme de l'architecture financière mondiale.



© 2024 Banque africaine de développement

Groupe de la Banque africaine de développement Avenue Joseph Anoma
01 BP 1387 Abidjan 01
Côte d'Ivoire
www.afdb.org

Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de la Banque africaine de développement, de son Conseil d'administration ou des pays qu'il représente. Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer ce matériau pour votre propre usage, et inclure les extraits de cette publication dans vos propres documents, présentations, blogs, sites web et matériaux pédagogiques, pour autant que la Banque africaine de développement soit mentionnée comme étant la source et le titulaire du droit d'auteur.

REMERCIEMENTS

Le Rapport Pays 2024 sur le Cameroun a été préparé au sein du Complexe du Chef Economiste et Vice-présidence chargé de la gouvernance économique et de la gestion des connaissances (ECVP), sous la direction et la supervision générale du Professeur Kevin C. Urama, Economiste en Chef et Vice-président, avec le soutien d'Amadou Boly (Assistant en Chef de l'Economiste en Chef) et d'Amah Marie-Aude Ezanin Koffi (Assistante de Direction).

La préparation du Rapport a été dirigée par Désiré Vencatachellum, Directeur principal, du Département des économies pays (ECCE), avec Marcellin Ndong Ntah (Lead Economist, ECCE) en tant que responsable de la gestion du projet, le soutien informatique d'Abir Bdioui (Consultante, ECCE), et le soutien administratif de Tricia Effe Baidoo (Assistante d'Equipe, ECCE). Le Rapport thématique du Cameroun a été rédigé par Godwill Kan Tange, (Economiste pays supérieur pour le Cameroun), sous la supervision d'Hervé Lohoues, Lead Economist pour la région de l'Afrique centrale, et Chef de Division par intérim, Division des économies pays 2 (Afrique de l'Est, Afrique australe, et Nigeria).

L'équipe remercie (i) l'Equipe pays du Cameroun dirigée par Serge N'Guessan, Directeur général et Solomane Kone, Directeur générale Adjoint de la région Afrique centrale ; (ii) le Département de politique macroéconomique des prévision et de la recherche (ECMR), dirigé par Abdoulaye Coulibaly, Responsable-direction ; (iii) le Département des pays en transitions, dirigé par Yero Baldeh, Directeur ; (vi) le Centre africain de gestion et d'investissement en ressources naturelles, dirigé par Désiré Vencatachellum, Responsable-direction; et (v) la Division des politiques macroéconomiques et de la soutenabilité de la dette et de la prévision, et la Division de l'impact microéconomique, institutionnel et sur le développement dirigé par Anthony Simpasa, Chef de division ; pour leurs contributions.

Les données figurant dans le rapport ont été compilées par le Département des statistiques, dirigé par Babatunde Samson Omotosho, Directeur, avec une contribution significative de Louis Kouahou, (Chef de la division des Statistiques économiques et sociales, Département des statistiques), Ben Paul Mungyereza, (Chef de division du Renforcement des capacités statistiques, Département des statistiques), Anouar Chaouch (statisticien supérieur de la Division 1 du Département des statistiques) et Momar Kouta (chargé supérieur des systèmes d'information statistique, de la Division 1 du Département des Statistiques).

Les commentaires formulés dans le cadre de l'examen par les pairs ont été reçus d'Ameth Saloum Diaye, Economiste pays principal pour le Cameroun (ECCE2) et Francis Hypolite Kemeze, Evalueur d'impact supérieur, analyste d'ADOA (ECMR2) ; les commentaires de l'Equipe-pays ont été reçu de : Alfred Regis N. Ouedraogo, Spécialiste supérieur en développement sociale, (AHHD3) ; Alain-Pierre Mbonampeka, Coordinateur programme en chef, (RDSA), Anne Perrot Bihina, Spécialiste d'éducation, (AHHD43), Thaddee Yossa, Consultant (AHGC1) ; et Emmanuelle Moussa, Stagiaire, (ECCE1). Le Professeur Sylvain Eloi Dessy, Département d'économie, Université Laval - Canada a contribué, à titre d'évaluateurs externes.

La couverture du rapport s'inspire d'une maquette générale réalisée par Laetitia Yattien- Amiguet et Justin Kabasele du service des relations extérieures et de la communication de la Banque. La révision a été effectuée par le Département des Services Linguistiques de la Banque (TCLS), et la mise en page par Lagence Creativ.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	III
TABLE DES MATIÈRES	IV
LISTE DES FIGURES	V
LISTE DES TABLEAUX	V
LISTE DES ANNEXES	V
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	VI
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	IX
INTRODUCTION GÉNÉRALE	X
1. PERFORMANCES ÉCONOMIQUES ET PERSPECTIVES	1
Messages clés	1
Introduction	2
1.1. La performance macroéconomique	2
1.2. Autres développements macroéconomiques et sociaux récents	2
1.3. Perspectives macroéconomiques et risques	4
1.3.1. Perspectives	4
1.3.2. Risques	4
1.4. Options de politiques pour encourager une forte croissance résiliente : Appuyer la stabilité macroéconomique et la transformation structurelle	5
2. POINT SUR LES PROGRÈS EN MATIÈRE DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE AU CAMEROUN	7
2.1. Point sur les progrès en matière de transformation structurelle au Cameroun	8
2.2. La transformation structurelle du Cameroun : Déterminants, obstacles et opportunités	9
2.2.1. La transformation structurelle/économique du Cameroun	9
2.2.2. Analyse de la transformation structurelle du Cameroun à travers la décomposition de la productivité du travail	11
2.2.3. Croissance rapide des revenus et des emplois incorporés dans les exportations de services : Nouvelles données	11
2.2.4. Facteurs pouvant accélérer la transformation structurelle	12
2.2.5. Principaux obstacles à une transformation structurelle rapide au Cameroun	13
2.3. Financements nécessaires pour accélérer la transformation structurelle du Cameroun : Montant en jeu : Engagement du pays en faveur de la transformation	15
2.3.1. Stratégie de changement structurel dans le plan national de développement	15
2.3.2. Besoin de financement et écart de financement au Cameroun	15
2.3.3. Comblent le gap de financement par la mobilisation des ressources intérieures	16
2.4. Conclusions et recommandations de politiques	17
3. FINANCEMENT DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE AU CAMEROUN : LA NÉCESSITÉ DE REFORMER L'ARCHITECTURE FINANCIÈRE MONDIALE	19
3.1. La position du Cameroun sur la nécessité de reformer l'architecture financière mondiale	20
3.2. La mobilisation des ressources supplémentaires pour la transformation structurelle du Cameroun	20
3.3. Adresser le problème de la dette au Cameroun	21
3.4. Le financement de l'action climatique au Cameroun	22
3.5. Les recommandations de politique	23
RÉFÉRENCES	25
ANNEXES	27

LISTE DES FIGURES

Figure 2.1.	Croissance du PIB réel au Cameroun comparé aux pays pairs africains, par décennie	9
Figure 2.2.	Croissance du PIB réel par habitant au Cameroun comparé aux pays pairs africains, par décennie	9
Figure 2.3.	Productivité sectorielle relative et part de l'emploi au Cameroun, 2018	10
Figure 2.4.	Evolution de la répartition sectorielle de l'emploi au Cameroun	10
Figure 2.5.	Evolution de la décomposition de la productivité du travail au Cameroun	11
Figure 2.6.	Valeur ajoutée nationale sectorielle incorporée dans les exportations (en pourcentage du PIB)	11
Figure 2.7.	Estimation du déficit de financement annuel (en pourcentage du PIB) pour accélérer la transformation structurelle au Cameroun d'ici 2030 et 2063	16
Figure 2.8.	Estimation des besoins de financement annuels pour accélérer la transformation structurelle au Cameroun	16
Figure 2.9.	Augmentation du ratio impôt/PIB nécessaire pour combler le déficit de financement estimé au Cameroun, par rapport aux pays pairs	17

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Indicateurs macroéconomiques	3
-------------------	------------------------------	---

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1.	Principaux moteurs de la transformation structurelle (Tableau de régression)	27
Annexe 2.	Opportunités existantes et potentielles au Cameroun	27
Annexe 3.	L'appui de la Banque africaine de développement dans le processus de transformation structurelle au Cameroun	28

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AIDI	Indice de Développement des Infrastructures en Afrique
APD	Aide Publique au Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BEAC	Banque des États de l'Afrique Centrale
BMD	Banque Multilatérale de développement
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CDN	Contribution Déterminée au Niveau National
COVID-19	Maladie à Coronavirus apparus en 2019
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ECAM5	Enquête Camerounaise auprès des Ménages, Cinquième
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FMI	Fonds Monétaire International
IDE	Investissement Direct Étranger
INS	Institut National de la Statistique
IFD	Institution Financière de Développement
IFI	Institution Financière Internationale
INS	Institut National de la Statistique
MDP	Mécanisme de Développement Propre
PACC	Programme d'Appui à la Compétitivité et à la Croissance
PEA	Perspectives Économiques en Afrique
PDI	Plan Directeur d'Industrialisation

PIB	Produit Intérieure Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNG	Programme National de Gouvernance
PPP	Partenariat Public-Privé
USD	Dollar des États-Unis d'Amérique
RGE	Recensement Général des Entreprises
SDSR	Stratégie de Développement du Secteur Rural
SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
TIAO	Taux d'Intérêt d'Appel d'Offre
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
ZLECAf	Zone de Libre-Échange Continentale Africaine

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Cameroun continue à subir des chocs, aussi bien endogènes qu'exogènes, qui ont un impact négatif sur sa croissance économique.

Le taux de croissance de son économie est passé de 3,6 % en 2022 à 3,3 % en 2023, tiré principalement par : le dynamisme du secteur tertiaire, l'électricité, les BTP, l'industrie agroalimentaire, la sylviculture et l'exploitation forestière. Les perspectives demeurent favorables. Le taux de croissance économique devrait atteindre 4,1 % en 2024 et 4,4 % en 2025, grâce à de bonnes performances des secteurs de l'agriculture, des services et de la construction, mais aussi aux investissements dans les infrastructures routières et énergétiques. Les conflits dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord, des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, et les conditions climatiques défavorables sont des facteurs de risques qui pourraient affecter la situation économique du Cameroun dans le court et moyen terme.

L'observation des indicateurs clés permet de constater qu'il n'y a pas eu de transformation structurelle avérée ou allant dans le sens souhaité au Cameroun.

Des facteurs tels que la gouvernance, l'urbanisation, la technologie et le capital physique, la qualité des infrastructures publiques et le développement du capital humain sont de nature à accélérer le processus de transformation structurelle, alors que d'autres, tels que des défis démographiques, le changement climatique, le secteur informel, des problèmes politiques et des contraintes de financements, entravent le processus. L'État, le secteur privé, les institutions financières internationales et les banques multilatérales de développement ont tous un rôle important à jouer dans la transformation structurelle au Cameroun.

Il est donc important et urgent de réformer l'architecture financière mondiale pour permettre au Cameroun, à l'instar des autres pays en voie de développement, de pouvoir bénéficier des services offerts par les institutions financières internationales (IFI) et les banques multilatérales de développement (BMD).

Améliorer l'architecture financière internationale procurerait des avantages multiformes : la promotion d'une meilleure régulation financière internationale, l'accroissement de l'accès aux financements concessionnels, le renforcement de la coopération régionale et internationale et la promotion de la transparence, de la responsabilité et de la redevabilité. Dans la quête de financements, il serait important pour les autorités camerounaises de traiter minutieusement le problème de l'endettement, qui pose de sérieux soucis pour le financement de son développement. Cette question nécessite une gestion prudente et transparente pour réduire au minimum les risques associés et garantir que les bénéfices du financement sont maximisés sans compromettre la stabilité financière et la soutenabilité à long terme.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le Cameroun n'a pas connu d'évolution économique forte, à la différence des pays nouvellement industrialisés d'Asie de l'Est, malgré sa position avantageuse et l'abondance de ses ressources. Il s'est doté d'une vision à long terme, la Vision 2035, avec ses deux déclinaisons : le Document stratégique pour la croissance et d'emploi 2010-2019 (DSCE) et la Stratégie nationale de développement 2020-2030 (SND30), qui vise à faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035.

L'examen de la trajectoire du pays au cours de deux dernières décennies montre que son économie n'a pas connu d'évolution notable de nature à engendrer une amélioration substantielle du bien-être de la population. En plus des différents chocs que le pays a subis (crise sécuritaire, COVID-19, changement climatique, chocs multiples), les contraintes de financement posent un véritable problème en matière de développement économique du Cameroun.

Le document est organisé comme suit : le chapitre I analyse l'évolution macroéconomique récente du Cameroun. Le chapitre II passe en revue les progrès réalisés par le pays en matière de changement structurel, tandis que le chapitre III aborde la question du financement du changement structurel.

PERFORMANCES ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU CAMEROUN

1

MESSAGES CLÉS

- Le taux de croissance du PIB réel de l'économie camerounaise a connu une légère décélération et est passé de 3,6 % en 2022 à 3,3 % en 2023, tiré principalement par : le dynamisme du secteur tertiaire, l'électricité, les BTP, l'industrie agroalimentaire, la sylviculture et l'exploitation forestière.
- Le taux d'inflation, qui était à 6,3 % en 2022, a augmenté à 7,4 % en 2023, alors que le déficit primaire hors secteur pétrolier et le déficit du compte courant se sont améliorés, passant de 3,9 % à 2,5 % du PIB et de 3,4 % à 2,7 % du PIB en 2022 et 2023 respectivement. La dette publique est passée de 45,3 % du PIB en 2022 à 41,8 % en 2023. Toutefois, le profil de la dette présente un risque élevé de surendettement, selon le FMI.
- Les perspectives demeurent favorables. Le taux de croissance économique devrait atteindre 4,1 % en 2024 et 4,4 % en 2025, grâce à de bonnes performances des secteurs de l'agriculture, des services et de la construction, mais aussi aux investissements dans les infrastructures routières et énergétiques.
- En 2022, environ 37,7 % de la population vivaient en dessous du seuil national de pauvreté. La pauvreté est plus prononcée dans les ménages dirigés par des déplacés internes (42,7 %), l'écart étant plus important chez les femmes (46,6 %) que chez les hommes (41,3 %). Le taux de chômage chez les personnes âgées de 14 ans ou plus est passé de 6,1 % à 3,3 % de la population de 2022 à 2023. Cependant, le taux de sous-emploi était estimé à 23,0 % dans l'ensemble en 2022.
- Les conflits dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord due à la présence de groupes armés, Boko Haram, des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et les conditions climatiques défavorables sont des facteurs de risques qui pourraient affecter la situation économique du Cameroun dans le moyen terme.

Introduction

Le présent chapitre fournit une analyse actualisée des performances économiques du Cameroun pour 2023, y compris des projections de croissance à moyen terme sur la période 2024-2025. Il évalue les tendances, entre autres, des principaux indicateurs macroéconomiques, des politiques budgétaires et monétaires et des changements dans les flux financiers nationaux et internationaux, des investissements et de la dette publique. Le chapitre examine également les principaux risques pesant sur les perspectives d'évolution et propose des options de politiques pouvant favoriser des niveaux plus élevés de croissance économique, soutenir la stabilité macroéconomique et la transformation structurelle du pays.

1.1. La performance macroéconomique

Le Cameroun continue à subir plusieurs chocs, aussi bien endogènes qu'exogènes, qui ont un impact négatif sur sa croissance économique. Au nombre des chocs endogènes, figurent notamment, : i) la crise qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays, créée par des groupes sécessionnistes dans les régions d'expression anglaise ; ii) les incursions des groupes armés dans l'Extrême-Nord du pays, iii) les effets de la crise en Centrafrique sur la partie orientale du Cameroun. Sur le plan externe, les multiples chocs ont des conséquences sur des chaînes d'approvisionnement et influent négativement sur la performance économique du pays.

Le taux de croissance de l'économie camerounaise a connu une légère décélération et est passé de 3,6 % en 2022 à 3,3 % en 2023. La croissance s'explique en 2023 principalement par : le dynamisme du secteur tertiaire, l'électricité (4.4%), les BTP (3.9%), l'industrie agroalimentaire (3.8%), la sylviculture et l'exploitation forestière (5.2%). Du côté de la demande, la croissance a été tirée par l'investissement privé.

1.2. Autres évolutions macroéconomiques et sociales récentes

Le taux d'inflation, qui était à 6,3 % en 2022, est monté à 7,4 % en 2023, tiré

principalement par les prix des produits alimentaires, qui ont augmenté de 11,1 % sur la même période, tout comme ceux du transport, suite à l'augmentation du prix du carburant (21 % en février 2023 et 15 % en février 2024).

Pour lutter contre l'inflation dans la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), la Banque des états d'Afrique centrale (BEAC) a successivement augmenté le taux d'intérêt d'appel d'offre (TIAO), le principal instrument de régulation monétaire, en le portant de 3,25 % en mars 2020 à 4 % en mars 2022, 4,5 % en septembre 2022 et 5 % en avril 2023. En 2023, la situation monétaire a été marquée par des hausses de 11,4 % des avoirs extérieurs nets du système monétaire, et de 19,0 % du crédit intérieur suite à une augmentation de la masse monétaire de 7,6 %.

Le déficit budgétaire s'est amélioré, passant de 1,1 % du PIB en 2022 à 0,9 % en 2023, du fait d'un plus grand rationnement des dépenses publiques (surtout les dépenses fiscales avec la baisse des subventions aux produits pétroliers entraînant une augmentation des prix du pétrole), et de politiques visant à élargir l'assiette fiscale¹. La baisse des subventions aux produits pétroliers combinée avec la hausse des prix du carburant à la pompe explique en grande partie cette amélioration du déficit fiscal, qui tend à atteindre la norme communautaire. Ce déficit a été financé en grande partie par des émissions de titres publics, représentant 42,8 % de la dette publique intérieure en septembre 2023. Le solde primaire² s'est amélioré, passant de -0,3 % du PIB en 2022 à 0,0 % en 2023, grâce aux réformes liées à la modernisation de l'administration fiscale, et à d'autres efforts faits par le gouvernement pour augmenter les recettes fiscales non pétrolières, à une meilleure gestion des dépenses publiques et à une hausse des revenus. Ces efforts se sont traduits par une réduction des besoins de financement externe et ont permis de mieux contenir la dette publique, améliorant ainsi la capacité du Cameroun à gérer le service de sa dette à moyen terme.

Les efforts entrepris par le gouvernement en vue de baisser la dette publique ont eu des effets escomptés. La politique d'en

Les perspectives macroéconomiques du Cameroun sont positives, mais sont fortement dépendantes des risques internes et externes, du fait des multiples chocs.

-dettement vise à renforcer la soutenabilité et la viabilité de la dette du pays. La dette publique est passée de 45,3 % du PIB en 2022 à 41,8 % en 2023. Toutefois, le profil de la dette présente un risque élevé de surendettement, selon la dernière analyse de viabilité de la dette effectuée par le FMI en 2023. Ce profil provient de deux indicateurs qui posent un problème majeur, malgré un taux d'endettement acceptable, à savoir : i) le ratio du service de la dette aux exportations et ii) le ratio du service de la dette aux recettes internes. Ces deux ratios restent élevés en raison de la faiblesse de leurs dénominateurs³.

Le déficit du compte courant s'est amélioré, passant de 3,4 % du PIB en 2022 à 2,7 % en 2023, grâce à une amélioration des soldes des revenus primaires et secondaires et à une augmentation de la production de gaz. Il a été financé en partie par des appuis budgétaires, représentant 0,62 % du PIB en 2023. La qualité du portefeuille du système bancaire s'est légèrement dégradée, le ratio des créances brutes en souffrance étant passé de 13 % à 15,4 % entre fin 2022 et mi-2023. Cependant, le ratio de fonds propres est passé de 15 % à 16,3 % au cours de la même période.

Tableau 1. Indicateurs macroéconomiques

Libellés	2019	2020	2021	2022	2023(e)	2024(p)	2025(p)
Croissance du PIB réel	3,0	1,0	1,0	0,5	1,0	2,3	3,1
Inflation	2,7	1,7	4,3	7,9	5,6	4,1	3,4
Solde budgétaire totale, y.c. les dons (% PIB)	1,4	-3,4	-4,7	-5,4	-3,7	-2,8	-1,9
Solde primaire (% PIB)	1,7	-3,1	-4,4	-5,0	-3,1	-2,3	-1,3
Solde courant (% du PIB)	-3,9	-6,0	-9,4	-12,2	-8,5	-9,0	-9,9
PIB par habitant (USD)	449,7	447,2	473,1	439,1	438,4	462,3	495,5
Population total (millions)	5,2	5,3	5,5	5,6	5,9	6,2	6,4
Espérance de vie à la naissance (années)	55,0	54,6	53,9	54,5	55,5	-	-

Source: Département des statistiques (ECST) de la Banque africaine de développement, avril 2024. estimations (e) et prévisions (p)

Selon la cinquième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM5), en 2022, environ 37,7 % de la population vivait en dessous du seuil national de pauvreté. Plusieurs facteurs expliquent cette situation : i) une croissance économique insuffisante, ii) des distorsions liées à la redistribution des richesses, iii) les différents chocs endogènes et exogènes, et iv) les fluctuations des cours mondiaux des principaux produits d'exportation ou d'importation. Le taux de pauvreté des ménages dirigés par un homme est de 39,0 %, contre 33,5 % pour les ménages dirigés par une femme.

Quant aux inégalités de consommation,

elles demeurent à un niveau élevé, car les 20 % des ménages les plus riches ont une consommation 10 fois supérieure à celle des 20 % des ménages les plus pauvres, selon l'Institut national de la statistique (INS).

Selon la troisième enquête sur l'emploi et le secteur informel réalisée par l'INS en 2022, le taux de chômage au niveau national était estimé à 6,1 % chez les personnes de 14 ans ou plus, en raison de la pandémie de la COVID-19, qui a eu des effets néfastes sur l'emploi. En 2023, le taux de chômage a baissé à 3,3 % de la population. Cependant, le taux de sous-emploi lié au temps de travail et de

¹ Le taux de pression fiscale au Cameroun est passé de 11,8 % en 2022 à 12,6 % en 2023.

² Le déficit primaire qui stabilisait le ratio dette/PIB selon le FMI était de 1,8 % en 2022 et 3,0 % en 2023.

³ Le ratio du service de la dette publique et à garantie publique (PGP) aux exportations est passé de 14 % du PIB en 2022 à 17 % en 2023 ; et le ratio du service de la dette PGP aux recettes propres est passé de 17,5 % en 2022 à 19,7 % en 2023.

chômage était estimé à 23,0 % dans l'ensemble en 2022.

Avec un « indice de l'égalité du genre en Afrique » de 0,470 (BAD, 2023), le Cameroun a progressé de 0,011 point dans la promotion de l'égalité de genre par rapport à sa position en 2019, où son score était de 0,459. Si la dimension sociale et celle relative à la participation et à la représentation des femmes ont connu une évolution positive, la dimension économique a enregistré une régression, en passant de 0,662 en 2019 à 0,641 en 2023.

1.3. Perspectives macroéconomiques et risques

1.3.1. Perspectives

Les perspectives macroéconomiques pour le Cameroun en 2024 et 2025 présentent des signes contrastés. Elles sont influencées par plusieurs facteurs tant endogènes qu'exogènes. Le taux de croissance économique du pays devrait continuer d'augmenter, passant à 4,1 % en 2024 et à 4,4 % en 2025, grâce aux bonnes performances des secteurs de l'agriculture, des services, de la construction, et des investissements dans les infrastructures routières et énergétiques.

Le taux d'inflation devrait baisser à 6,3 % en 2024 et 4,3 % en 2025, sous l'effet des prix des denrées alimentaires et de l'augmentation du prix du carburant. La BEAC devrait poursuivre sa politique de resserrement de la politique monétaire en vue de stabiliser les prix.

Le déficit budgétaire pourrait davantage s'améliorer à 0,5 % du PIB en 2024 et atteindre 0,2 % en 2025, grâce à une plus grande efficacité dans la collecte des impôts, à la poursuite des réformes fiscales et à une meilleure rationalisation des dépenses publiques. Le solde primaire devrait également s'améliorer davantage, passant de 0,5 % en 2024 à 0,7 % du PIB en 2025, rendant ainsi le pays une meilleure capacité à gérer le service de sa dette.

Les conditions de financement pourraient rester modérément favorables si les conditions économiques mondiales et les types de politiques monétaires menées par de

grandes économies s'améliorent. La persistance des taux d'inflation élevé (même-si ce taux recule) dans les pays avancés devrait pousser ces pays à maintenir des taux d'intérêt élevés, rendant les coûts des emprunts sur les marchés internationaux élevés pour le Cameroun. Cela devrait entraîner une augmentation des coûts des nouvelles dettes, ainsi que celle du service de la dette camerounaise.

Le franc CFA reste vulnérable aux fluctuations de l'euro par rapport au dollar américain et à d'autres devises majeures. Une augmentation des exportations non pétrolières et une gestion prudente des réserves de change devraient contribuer à stabiliser le taux de change. La dépendance aux importations de biens essentiels au Cameroun, cependant, pourrait continuer à exercer une pression sur le franc CFA, si les prix internationaux des matières premières augmentent.

En ce qui concerne le compte courant, le déficit devrait s'améliorer à 1,9 % du PIB en 2024 et à 1,6 % en 2025, grâce à une augmentation des exportations non pétrolières et à une meilleure gestion des importations, à la diversification des exportations au profit des produits agricoles transformés et d'autres biens manufacturés, et à la mise en œuvre de politiques favorisant les exportations dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

1.3.2. Risques

Risques à la baisse

Les conflits dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi que l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord due à la présence des groupes armés, Boko Haram, pourraient s'intensifier, affectant ainsi la production agricole et perturbant les activités économiques dans le pays.

D'autres facteurs de risque, tels qu'une baisse des prix du pétrole et du gaz sur les marchés mondiaux, les fluctuations des prix des matières premières agricoles comme le cacao et le café, pourraient entraîner la réduction des recettes d'exportation, ce qui affecterait les finances publiques et la balance commerciale. De même, des perturbations dans les chaînes

d'approvisionnement mondiales pourraient avoir un impact négatif sur les coûts des importations, qui augmenteraient de plus en plus, tandis que des conditions climatiques défavorables, telles que la sécheresse ou des inondations qui affectent la production agricole, compromettraient la sécurité alimentaire et les exportations agricoles, constituant ainsi des facteurs de risque à ne pas négliger.

Risques à la hausse

La mise en œuvre réussie de réformes structurelles pour améliorer le climat des affaires, la réalisation rapide et efficace de grands projets d'infrastructure, tels que des barrages hydroélectriques, des routes et des ports, et la diversification économique, notamment dans les secteurs de la transformation agricole, du tourisme et des services, pourraient attirer davantage d'investissements directs étrangers (IDE) et réduire la dépendance du Cameroun aux exportations de pétrole et de gaz.

1.4. Options de politiques pour encourager une forte croissance résiliente : appuyer la stabilité macroéconomique et la transformation structurelle

Pour mieux réagir à ces chocs exogènes qui continuent de frapper l'économie camerounaise, l'État devrait davantage privilégier des mesures visant à substituer des produits locaux aux importations, en accroissant la production nationale (import/substitution). Il devrait aussi investir davantage dans des infrastructures qui encouragent la promotion et l'essor du secteur privé, telles que les infrastructures routières et électriques, mais aussi créer un environnement propice à l'épanouissement de ce secteur. Ces actions et réformes pourraient avoir un impact significatif sur le processus de transformation structurelle.

BILAN DES PROGRÈS DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DU CAMEROUN

2

MESSAGES CLÉS

- L'évolution de l'économie camerounaise entre l'indépendance et l'année 2020 est caractérisée par cinq principales phases. Le PIB a été multiplié par 5,68 en 60 ans.
- Il n'y a pas eu de transformation structurelle avérée, et dans le sens souhaité au Cameroun. Alors qu'on observe une légère baisse de la contribution du secteur primaire dans le PIB au profit du secteur tertiaire et de la part de l'emploi dans le secteur primaire au profit secteur tertiaire, on constate que la contribution du secteur secondaire dans le PIB et la part de l'emploi du secteur secondaire dans le PIB sont restées quasiment inchangées.
- Certains facteurs, tels que la gouvernance, l'urbanisation, la technologie et le capital physique, la qualité des infrastructures publiques et le développement du capital humain, peuvent accélérer le processus de transformation structurelle, tandis que d'autres facteurs, comme les problèmes d'ordre démographique, le changement climatique, le secteur informel, des problèmes politiques et des contraintes de financements, entravent ce processus.
- Une meilleure collaboration entre les différentes parties prenantes (gouvernement, secteur privé, institutions financières internationales et banques multilatérales de développement) pourrait améliorer le processus de transformation structurelle au Cameroun.

Introduction

L'objectif de ce chapitre est de présenter un aperçu complet des progrès accomplis récemment en matière de transformation structurelle au Cameroun dans un monde en mutation, de dégager les principales tendances de cette transformation, de décrire ses caractéristiques et de procéder à une estimation des besoins de financement pour en accélérer le rythme. Le chapitre adoptera à la fois une perspective historique (ce qui a été fait jusqu'à présent) et une approche prospective (ce qui peut ou devrait être fait à l'avenir pour accélérer les progrès) en matière de transformation structurelle. La performance du Cameroun sera comparée à celle de l'Afrique et d'autres pays, et des enseignements seront tirés pour l'avenir. Le chapitre évaluera l'impact d'un large éventail de facteurs socio-économiques, financiers, de gouvernance, et aussi des facteurs externes, sur la transformation structurelle au Cameroun (ou son absence), ainsi que les besoins et les déficits de financement. L'objectif étant de mettre en exergue les principaux facteurs d'attraction et de répulsion et d'orienter aussi bien l'élaboration de politiques basées sur des faits que les opportunités d'investissement.

2.1. Point sur les progrès en matière de transformation structurelle au Cameroun

Cette section présente un aperçu des progrès accomplis récemment en matière de transformation structurelle au Cameroun, fait ressortir les principales tendances de cette transformation, décrit ses caractéristiques et procède à une estimation des besoins de financement pour en accélérer le rythme.

Pour mieux comprendre les évolutions récentes de la situation macroéconomique du Cameroun, ainsi que les déterminants structurels des crises qui limitent sa croissance, il convient de retracer l'histoire économique du pays depuis l'indépendance.

La première phase (1960-1976) de l'évolution de l'économie camerounaise est

caractérisée par une croissance moyenne annuelle modérée du PIB d'environ 2,3 %. Sur cette période, la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant s'est établie à 1,1 %, et a donc contribué très légèrement à l'amélioration des conditions de vie des populations.

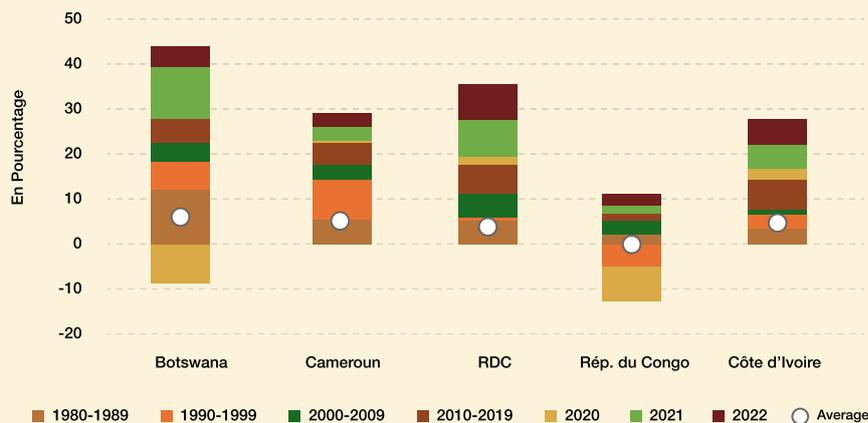
La seconde phase (1977-1985) est caractérisée par une croissance annuelle moyenne du PIB estimée à 9,6 %, largement au-dessus de celle de la population. Au cours de cette période, le Cameroun a enregistré un taux de croissance annuelle moyen du PIB par habitant d'environ 6,3 %, et ce taux atteindra les deux chiffres au cours des années fastes (1977-1980).

La troisième phase (1986-1993) correspond à la phase de récession la plus sévère qu'ait connue l'économie camerounaise. Au cours de cette période de dépression, le pays a enregistré une baisse annuelle moyenne de 4,2 %. Cette baisse, conjuguée à la croissance de la population, s'est traduite par une forte baisse du PIB par habitant, soit 7,12 %.

La quatrième phase (1994-2010) correspond à la période de la poursuite de la mise en œuvre de programmes d'ajustement de l'économie avec l'appui du FMI et de la Banque mondiale. Elle est caractérisée par une reprise de la croissance du PIB, estimée à 3,9 % en moyenne annuelle, et de la croissance du PIB par habitant, à 1,2 %. À la fin de cette période, le Cameroun aura achevé son troisième programme d'ajustement structurel, qui sera officiellement clôturé en 2007.

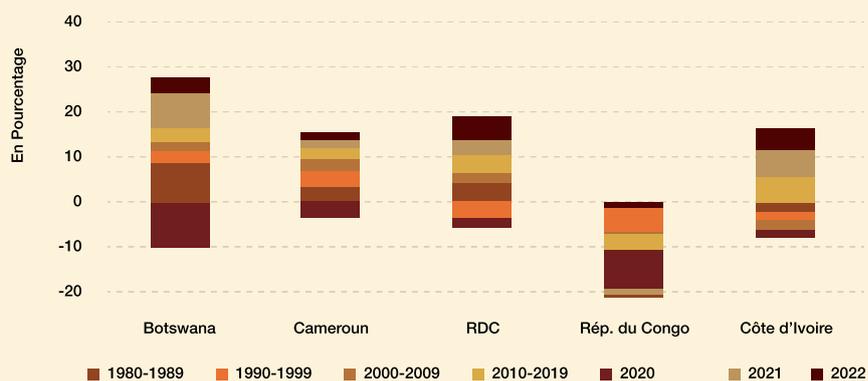
La cinquième phase (2011-2019) est principalement marquée par la formulation et la mise en œuvre du document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), qui ouvre la voie à l'opérationnalisation de la première phase de la vision du pays, dont l'objectif est de faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035. Sur cette période, le taux de croissance annuel moyen est estimé à 4,6 %, pour une croissance annuelle moyenne du PIB par habitant de 1,9 %.

Figure 2.1. Croissance du PIB réel du Cameroun, comparé aux pays pairs africains, par décennie



Source: Banque africaine de développement

Figure 2.2. Croissance du PIB réel par habitant du Cameroun, comparé aux pays pairs africains, par décennie



Source: Banque africaine de développement

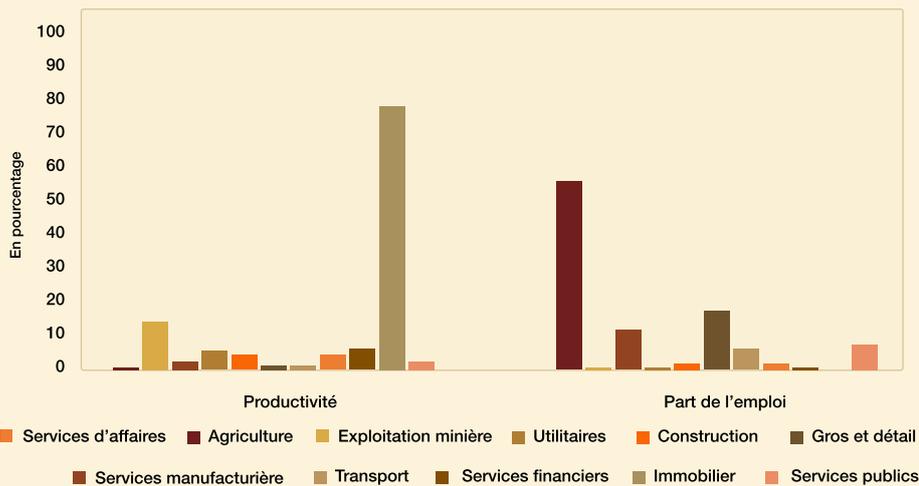
2.2. La transformation structurelle du Cameroun : déterminants, handicaps et atouts

2.2.1. La transformation structurelle / économique du Cameroun

La figure 2.3 décrit l'évolution de la productivité relative du travail de 11 principaux secteurs au Cameroun. Cette productivité relative est calculée comme le

rapport entre la productivité du travail de chaque secteur et la productivité moyenne du travail de l'économie. La figure 2.3 montre que la productivité du travail dans le secteur immobilier (79) en 2018 est de loin plus élevée que celles des autres secteurs, mais ne représente que 0,06 % de la part de l'emploi dans l'économie, alors que l'agriculture, qui représente 54 % de l'emploi dans l'économie, a une productivité de seulement 0,3 %.

Figure 2.3. Productivité sectorielle relative et part de l'emploi au Cameroun, 2018

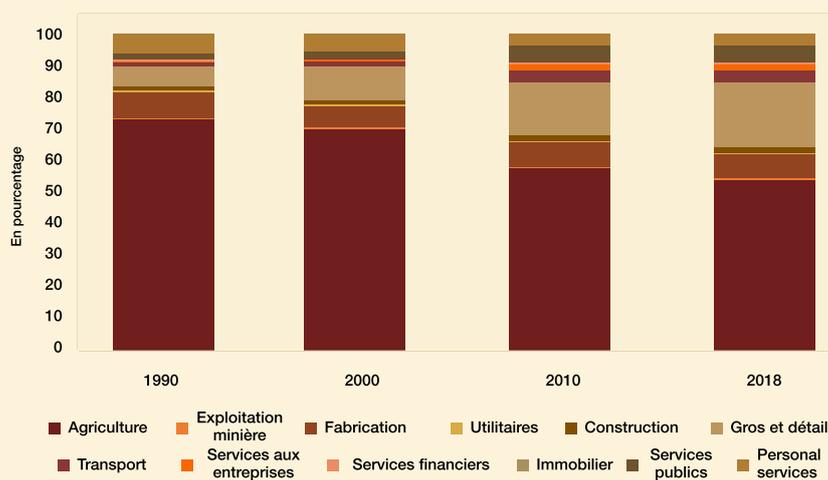


Source: Banque africaine de développement

La structure actuelle de la répartition de l'emploi entre les différents secteurs d'activité n'est pas révélatrice d'un développement industriel affirmé, et encore moins de la transformation structurelle souhaitée. La part du secteur agricole demeure la plus importante malgré sa baisse amorcée au milieu des années 1990, puisque cette part est passée de 75 % en 1990 à 54 % en 2018. La figure 2.4 montre ainsi que la part de l'emploi agricole s'est réduite au

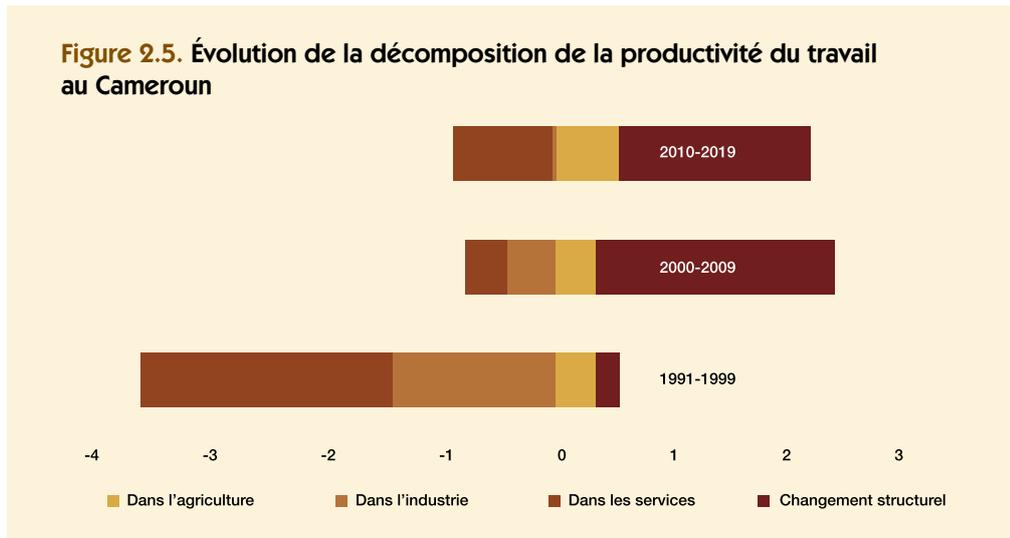
profit de celle de l'emploi dans le secteur des services. La part de l'emploi du secteur du commerce de gros et de détail, par rapport au stock d'emploi total, s'est en revanche accrue, passant de 7,3 % en 1990 à 17,7 % en 2018 ; tandis que celle de la fonction publique est passée de 1,8 % à 6,4 %. Celle du secteur manufacturier a légèrement augmenté, passant de 5,6 % en 1990 à 8,9 % en 2018.

Figure 2.4. Évolution de la répartition sectorielle de l'emploi au Cameroun



Source: Banque africaine de développement

2.2.2. Analyse de la transformation structurelle du Cameroun à travers la décomposition de la productivité du travail



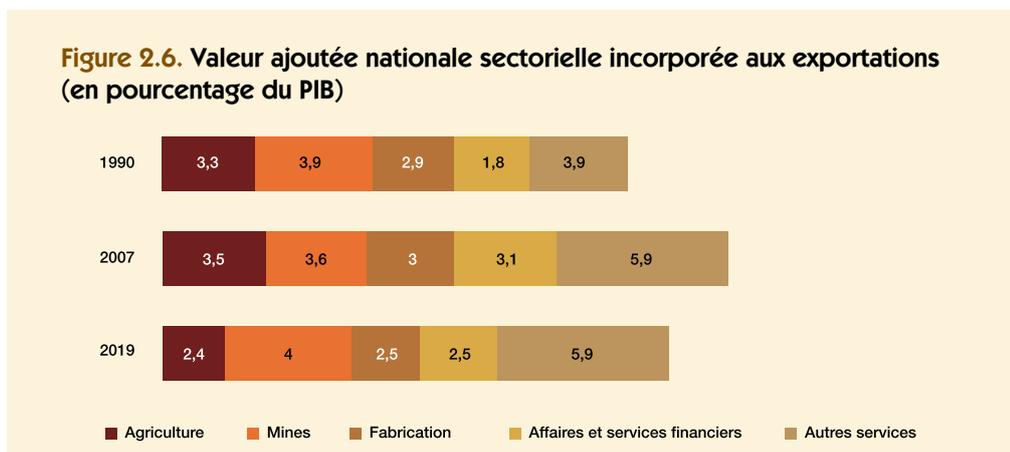
Source: Banque africaine de développement

La figure 2.5 donne un aperçu de la contribution du changement structurel observé au Cameroun de 1991 à 2019 à la productivité du travail. La plus faible contribution du changement structurel à la productivité du travail a été observée entre 1991 et 1999. C'est la période pendant laquelle le Cameroun a subi une forte crise économique conjuguée à un désengagement quasi-total de l'État de l'appareil productif. L'industrie de première transformation a été sévèrement frappée par cette crise économique, avec la persistance de la baisse des prix des principales matières premières. L'agroalimentaire, plus à l'abri de la concurrence extérieure, a été moins touchée que l'industrie manufacturière.

La période 2000-2009 correspond à la phase au cours de laquelle le pays va amorcer un début de planification à travers

l'élaboration du document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). La contribution de la transformation structurelle à la productivité du travail était plus importante pendant cette période. Le Cameroun atteindra, en 2006, le point d'achèvement de l'initiative PPTTE, ce qui permettra une baisse substantielle du poids de sa dette. La contribution du changement structurel à la productivité est aussi importante pour la période 2010 à 2019. C'est au cours de cette période, en effet, que remontent la formulation et la mise en œuvre du document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) et le programme d'investissement public du Cameroun, principalement soutenu par un vaste programme d'endettement sur les marchés financiers national, régional et international.

2.2.3. Croissance rapide des revenus et des emplois incorporés aux exportations de services : nouvelles données



Source: Banque africaine de développement

Mensah et de Vries (2024) calculent la valeur ajoutée des emplois incorporés aux exportations en utilisant la méthode d'extraction hypothétique introduite par Los et al. (2016). La figure 2.6 montre que la valeur ajoutée nationale du secteur agricole dans les exportations a baissé, passant de 3,3 % du PIB en 1990 à 2,4 %

en 2019 ; tout comme celle des industries manufacturières, passée de 2,9 % du PIB en 1990 à 2,5 % en 2019, alors que celles des services aux entreprises et services financiers, et d'autres services ont augmenté, passant respectivement de 1,8 % du PIB en 1990 à 2,5 % en 2019 et de 3,9 % du PIB en 1990 à 5,9 % en 2019.

Encadré 2.1. Transformation structurelle en Tanzanie : histoire d'une croissance tirée par les services

L'expérience récente de la Tanzanie en matière de transformation structurelle a été largement similaire à celle d'autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, l'augmentation de la part de l'emploi dans les services correspondant à peu près à la baisse de la part de l'emploi dans l'agriculture. De 2006 à 2014 (première période), les services aux entreprises et le commerce ont absorbé la majeure partie de la main-d'œuvre quittant l'agriculture (6 points de pourcentage de la part de l'emploi sur 7). De 2014 à 2021 (deuxième période), la main-d'œuvre est revenue des services vers l'agriculture (2 points de pourcentage), d'où une contraction due en particulier à la baisse de la demande de services fournis par les restaurants pendant la pandémie de COVID-19. La part de l'emploi dans l'industrie n'a pratiquement pas changé.

Alors que la croissance de la productivité dans les services était négative au cours de la première période, elle est devenue positive au cours de la seconde, éclipsant celle de l'industrie manufacturière. Les investissements dans les infrastructures, qui ont permis de multiplier par huit l'électrification rurale et par sept l'accès global à l'internet en moins de dix ans, auraient joué un rôle déterminant dans cette croissance de la productivité. La formation brute du capital fixe de la Tanzanie est passée de 33 % du PIB à 43 % au cours de la deuxième période, et les améliorations subséquentes dans le domaine des transports et des TIC ont contribué à renforcer l'accès au marché et à réduire les coûts d'exploitation.

Toutefois, une deuxième raison expliquant la forte performance du secteur des services peut être directement liée à la pandémie de COVID-19. De plus, la part de l'emploi dans l'agriculture a augmenté de 2 points de pourcentage au cours de la deuxième période, tandis que celle de l'emploi dans les services non marchands a diminué. Des preuves anecdotiques suggèrent qu'en Tanzanie (comme dans de nombreux pays riches), la migration de la ville vers les zones rurales a été un moyen de faire face à la pandémie. Les travailleurs les plus susceptibles de quitter la ville étaient probablement les travailleurs informels du secteur des services. Parallèlement, et sans lien avec la pandémie, la deuxième période a également vu une prolifération de petites entreprises informelles employant moins de 10 travailleurs, principalement dans le secteur du commerce. En 2013, environ 145 000 entreprises étaient officiellement enregistrées. En 2021, ce nombre était passé à près de 400 000. Parallèlement, la part des services aux entreprises et au commerce dans l'emploi formel est passée de 10,5 % à 26,1 % et celle des transports et des communications, de 18,5 % à 27,6 %. Bref, les services ont joué un rôle clé dans la récente croissance économique de la Tanzanie.

2.2.4. Principaux obstacles à une transformation structurelle rapide au Cameroun

La transformation structurelle de l'économie camerounaise est entravée par plusieurs facteurs.

- **La faiblesse des infrastructures :** En 2018, le pays était classé 28^e sur 54 pays avec un score de 19,813 sur 100, selon l'indice de développement des infrastructures en Afrique (AIDI), et 16^e sur 54 avec un score de 21,497, selon l'indice des TIC. À la fin du DSCE en 2020, il existait un écart de 1 226 km sur l'objectif attendu, et

88 km d'autoroutes sur 480 km prévus étaient déjà réalisés, mais pas encore mis en exploitation. Ce déficit augmente les coûts de transactions et influe négativement sur la compétitivité de l'économie. Dans le secteur de l'énergie, les différents projets réalisés dans le cadre du DSCE 2010-2020 ont permis de réduire le déficit énergétique du pays. Cependant, le potentiel hydroélectrique reste largement sous-exploité. Seuls 3 % de ce potentiel, estimé à 12 000 MW (le troisième plus grand d'Afrique sub-saharienne, après ceux de la République démocratique du Congo et de l'Éthiopie) est actuellement

exploité. En matière des télécommunications (TIC), l'indice de développement des TIC (IDT) est passé de 2,68 en 2020 à 3,60 en 2022, en dessous des projections visées par la SND30 en 2022 (4,50). Le taux de pénétration de l'internet est passé de 36,5% en 2022 à 45,6% en 2023. L'insuffisance des infrastructures, y compris les routes, les réseaux électriques, les ports et les télécommunications, entrave la compétitivité des entreprises, augmente les coûts de production et limite l'accès aux marchés.

• **Les défis liés au climat des affaires et de la gouvernance** : D'après son classement dans l'indice de compétitivité mondiale, la position du Cameroun a légèrement baissé. Le pays est passé de 121^e sur 140 pays avec un score de 45,10 en 2018, à 123^e sur 141 pays en 2019 avec un score de 46,02. Selon l'indice de liberté économique élaboré par la « Heritage Foundation » et le Wall Street Journal le Cameroun est classé 121^e pays le plus libre sur 184 pays recensés en 2024, avec un score de 53,6, ce qui le place dans la catégorie « mostly unfree ». En matière de gouvernance, le Cameroun se classe à la 36^e position sur 54 pays selon l'indice Mo Ibrahim de 2021. Dans le dernier classement de Transparency International apparu en janvier 2024, le Cameroun a gagné deux places à l'échelle mondiale par rapport à 2022, occupant la 140^e place sur les 180 États classés et la 34^e à l'échelle africaine, avec un score de 27 sur 100. En 2022, avec un score de 26 sur 100, le Cameroun occupait la 142^e position mondiale. Certes, ses résultats en 2023 sont en amélioration par rapport à 2022, mais le Cameroun doit faire d'importants efforts en matière de lutte contre la corruption.

• **Insuffisance des compétences et de l'éducation** : L'un des défis majeurs posés au Cameroun est le niveau élevé du sous-emploi, évalué à 65 % en 2021. En 2021, le taux de sous-emploi des jeunes avait atteint 70 %, alors que 78 % de la population avait moins de 35 ans. Le taux de chômage se situait à 5,3 % en 2021, comparé à 3,8 % en 2010 selon l'INS, et le chômage des jeunes s'accroît avec le niveau d'instruction, traduisant ainsi l'inadéquation entre la formation et les compétences requises par l'emploi. Investir dans un enseignement de qualité

et le développement des compétences est donc essentiel pour préparer la main-d'œuvre aux emplois de demain. Cela inclut non seulement l'enseignement formel, mais aussi la formation professionnelle et le renforcement des compétences techniques et entrepreneuriales.

• **Les conflits armés et l'insécurité** : Les conflits armés et l'insécurité, surtout dans les régions anglophones (nord-ouest et sud-ouest) et l'Extrême-Nord du pays avec les attaques successives du groupe islamique, Boko-Haram, découragent les investissements, perturbent les activités économiques, compromettant ainsi la croissance économique. Ils entravent également le développement des infrastructures et des services essentiels. Le déplacement massif de populations, le dépeuplement de zones rurales, l'abandon de l'école par les enfants, ainsi que la détérioration de la condition de la femme, consécutifs à la crise dans les régions anglophones et dans l'Extrême-Nord du pays, entravent la transformation structurelle du pays, en favorisant l'émergence d'un vaste secteur informel caractérisé par la précarité de l'emploi et la faiblesse de la productivité du travail, sans parler d'un manque à gagner important pour l'État.

• **Financement inadéquat** : L'accès limité au financement, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, freine l'investissement, l'innovation et la croissance économique. Le faible développement des marchés financiers et les taux d'intérêt élevés constituent également des obstacles à l'expansion des entreprises.

Pour lever ces obstacles et impulser une véritable transformation structurelle au Cameroun, les autorités se doivent d'actionner un certain nombre de leviers.

2.2.5. Facteurs pouvant accélérer la transformation structurelle au Cameroun

Pour accélérer la transformation structurelle au Cameroun, plusieurs facteurs entrent en jeu :

• **Investissement dans les infrastructures** : Des investissements massifs dans les infrastructures sont nécessaires pour améliorer la connectivité, la logistique et l'accès aux services de base, tels que l'électricité et l'eau. Il faudra également

investir dans le développement des infrastructures numériques pour favoriser l'accès à Internet et aux technologies de l'information. Les efforts réalisés dans le développement de l'hydroélectricité, des énergies renouvelables, des énergies thermiques et de la biomasse ont permis de porter la capacité installée de 1 528 MW en 2020 à 1 700 MW en 2023. La densité du réseau routier pour 1 000 habitants est passé de 0,29 en 2020 à 0,35 en 2023, avec un total de 700 km de routes bitumées en 2023, le renouvellement de 175 km de voies ferrées. Comme indiqué ci-haut, des améliorations ont été réalisées en matière de télécommunications (TIC), l'indice de développement des TIC étant passé de 2,68 en 2020 à 3,60 en 2022. Cependant, pour atteindre les objectifs que le gouvernement s'est fixés, l'investissement dans les infrastructures devrait être davantage soutenu par les autorités camerounaises.

• **Promotion de l'industrialisation** : Le développement du secteur manufacturier est un moteur majeur de la transformation structurelle. L'industrie emploie une faible proportion de la population active au Cameroun, comparé à d'autres secteurs d'activité. Selon le dernier Recensement général des entreprises (RGE) en 2016, 9,1 % des travailleurs exerçaient dans le secteur formel. Des politiques visant à encourager l'investissement dans l'industrie, à promouvoir la valeur ajoutée locale et à soutenir les petites et moyennes entreprises sont de nature à stimuler la diversification économique et la création d'emplois au Cameroun.

• **Renforcement du secteur agricole** : L'agriculture reste un pilier important de l'économie camerounaise. Elle emploie près de 60 % de la population active, contribue à hauteur de 20 % au PIB et représente 40 % des exportations totales, hormis le pétrole. En investissant dans des pratiques agricoles modernes, des technologies adaptées et des infrastructures agricoles, le Cameroun serait en mesure d'augmenter la productivité agricole, de réduire la dépendance aux importations alimentaires et de stimuler la croissance économique dans les zones rurales. Au Cameroun, les grandes orientations de ce secteur sont fixées par la Stratégie de développement du secteur rural (SDSR) 2020-2030 et le Pacte national pour

l'alimentation et l'agriculture de la République du Cameroun à l'horizon 2030. L'urbanisation de la population camerounaise observée au cours des décennies passées a très souvent orienté l'emploi du secteur agricole vers le secteur informel dans les zones urbaines avec moins de productivité, ce qui a à contrario entravé le processus de transformation structurelle du Cameroun. Il serait judicieux de développer des pratiques agricoles modernes afin de renforcer la productivité du secteur agricole et de donner une impulsion à sa production.

• **Promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation** : Encourager l'entrepreneuriat et l'innovation devrait dynamiser la création d'entreprises, stimuler la compétitivité et favoriser l'émergence de nouveaux secteurs économiques. Le deuxième recensement général des entreprises effectué au Cameroun en 2016 a permis de constater une forte dynamique des unités économiques. On dénombrait 209 482 entreprises au Cameroun en 2016, comparé à 93 969 entreprises lors du premier recensement, effectué en 2009. 79,2 % du tissu productif camerounais en 2016 était constitué de très petites entreprises, 19,3 % de petites entreprises, 1,3 % de moyennes entreprises et 0,2 % de grandes entreprises. Le secteur tertiaire totalisait 84,2 % des entreprises et établissements recensés, et opérant principalement dans le commerce. Venait ensuite le secteur secondaire (15,6 %), caractérisé par de très petites et petites entreprises, opérant en majorité dans le secteur agroalimentaire et l'industrie de la confection, et, enfin, 0,2 % d'unités situées dans le secteur primaire formel. Des politiques favorables aux startups, aux incubateurs d'entreprises et aux écosystèmes d'innovation sont de nature à encourager davantage l'esprit d'entreprise, notamment chez les femmes et les jeunes. En effet, l'enquête précitée concluait que l'initiative privée était majoritairement le fait des hommes, qui créent 6 entreprises sur 10, contre 4 entreprises sur 10 pour les femmes. Plus de la moitié des unités de production informelles (56,1 %) sont dirigées par des femmes.

• **Intégration régionale et accès aux marchés internationaux** : Le Cameroun peut tirer parti des possibilités offertes par l'intégration régionale et les accords com-

merciaux internationaux pour accéder à de nouveaux marchés, favoriser les échanges commerciaux et encourager les investissements étrangers. Dans l'indice de l'intégration régionale en Afrique en 2019, avec un score de 0,6 sur 1, la performance du Cameroun en matière d'intégration régionale est jugée moyenne. Cette performance est encourageante, comparé au score moyen de 0,44 pour l'ensemble des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Cependant, des efforts restent encore à faire dans les domaines de l'intégration commerciale, de la libre circulation des personnes, où les performances restent bien faibles, et de l'intégration des infrastructures, où la performance est jugée moyenne. La part des exportations à destination de la sous-région est restée pratiquement stable à 4,8 %. Quant aux importations, elles sont restées assez faibles et se sont considérablement dégradées. La part des importations en provenance de la sous-région a stagné autour de 3 %.

• **Budgétisation sensible au genre.** Les autorités camerounaises ont renforcé les dispositions réglementaires relatives à la budgétisation sensible au genre. Ce renforcement mené depuis quelques années a permis d'allouer environ 82 milliards de FCFA aux initiatives axées sur le genre et l'autonomisation des femmes dans le budget de l'année 2023. Ces fonds sont destinés à financer des programmes et des projets qui visent à améliorer les conditions de vie des femmes, à renforcer leur accès aux services essentiels, tels que la santé et l'éducation, et à promouvoir leur participation active dans le développement économique et politique du pays.

2.3. Financements nécessaires pour accélérer la transformation structurelle du Cameroun : Montant en jeu : engagement du pays en faveur de la transformation

2.3.1. Stratégie de changement structurel dans le plan national de développement

Le Cameroun a entamé un processus de transformation structurelle visant à diversifier son économie, à améliorer ses infrastructures et à renforcer ses capacités institutionnelles et humaines. À cette fin, il

s'est doté de programmes, de plans de développement et d'opérations nationaux destinés à accélérer ce changement structurel, à savoir :

Vision 2035 : La Vision 2035 est le cadre stratégique à long terme visant à faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans la diversité. Ce plan se déploie en plusieurs phases avec des objectifs spécifiques pour chaque décennie :

• **Stratégie nationale de développement 2020-2030 (SND30)**

L'Agenda de transformation structurelle du Cameroun s'articule autour de la Stratégie nationale de développement 2020-2030 (SND30). Cette stratégie vise à accélérer la croissance économique, améliorer la compétitivité, renforcer la gouvernance et promouvoir un développement inclusif et durable. Les principaux axes de cette transformation sont : l'industrialisation et la modernisation de l'économie, le renforcement de la gouvernance et la lutte contre la corruption, le développement du capital humain, la promotion du développement durable, l'inclusion sociale et la réduction des inégalités, la modernisation de l'agriculture et la sécurité alimentaire. L'agenda de transformation structurelle du Cameroun, tel que défini dans la SND30, est ambitieux et multidimensionnel. Il s'agit d'une feuille de route visant à positionner le pays sur la voie de l'émergence économique, tout en garantissant un développement inclusif et durable.

Plusieurs programmes et plans soutiennent la mise en œuvre de la SND30 : le Plan directeur d'industrialisation (PDI), le Programme d'appui à la compétitivité et à la croissance (PACC), le Programme de développement des infrastructures, le Programme national de gouvernance (PNG), le Programme de développement rural et agricole, l'Opération Épervier, le Programmes d'éducation et de formation, et le Programmes de protection sociale et de santé.

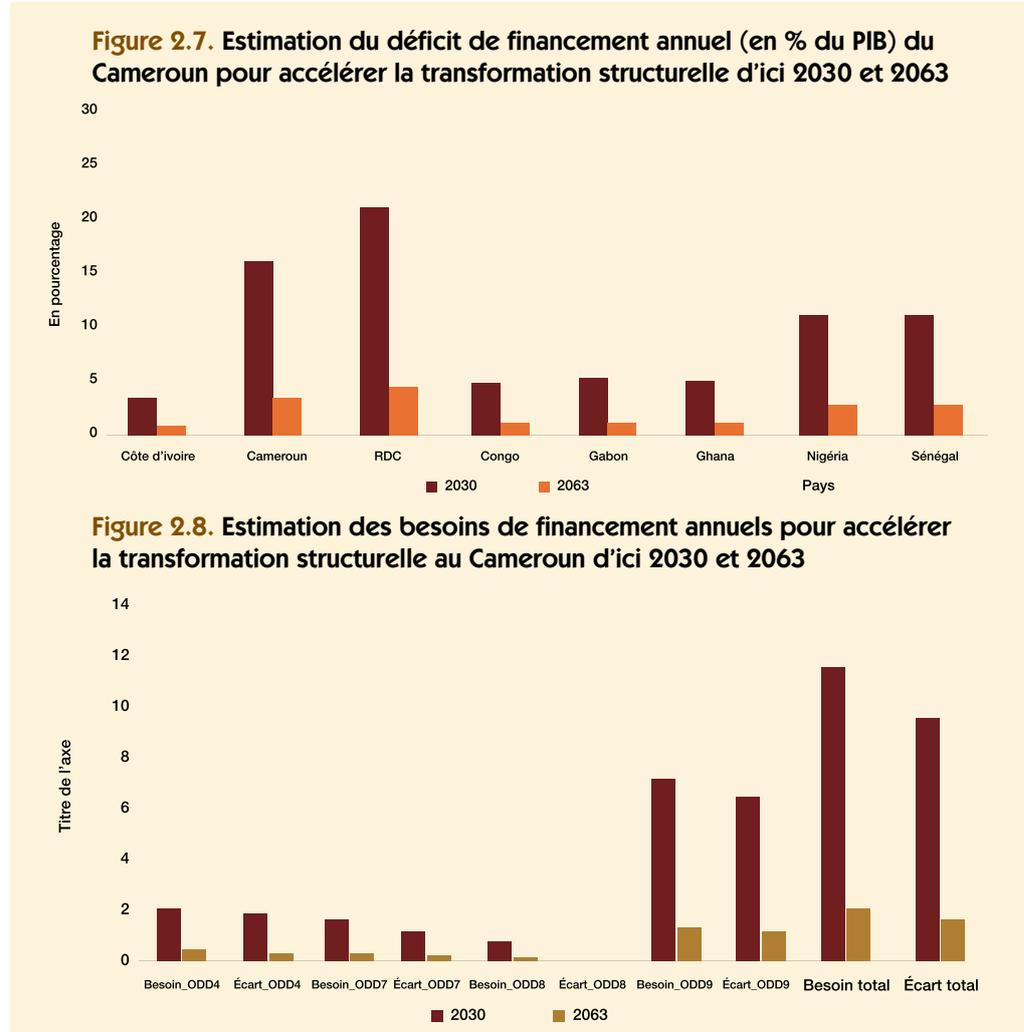
2.3.2. Besoin de financement et déficit de financement au Cameroun

Les besoins de financement annuels et le déficit de financement associé sont estimés à la fois pour l'Agenda de développement durable à l'horizon 2030, et

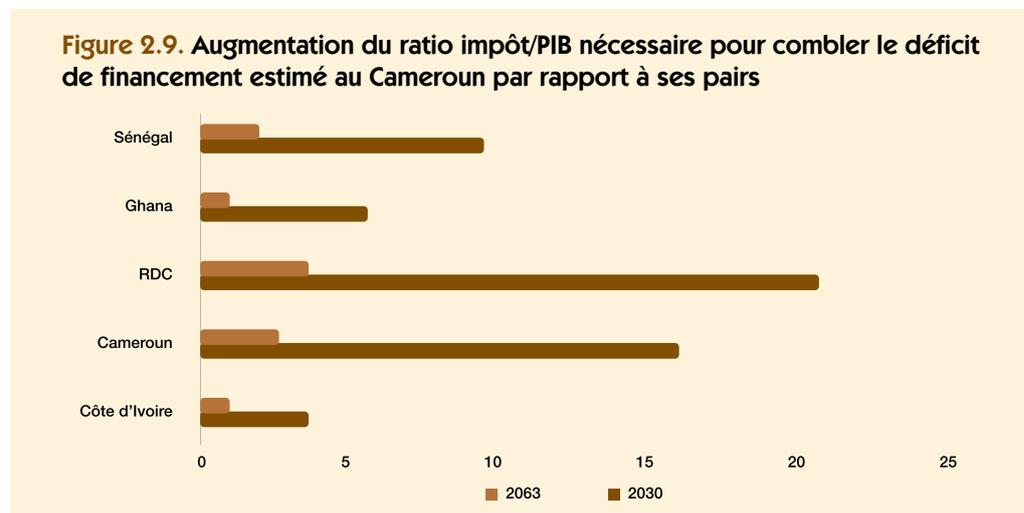
Les besoins de financement nécessaires pour accélérer la transformation structurelle et atteindre les objectifs du développement durable de 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, sont 10,9 milliards USD et 1,9 milliards USD, entraînant ainsi des déficits de financement de 9,2 milliards USD et 1,6 milliards USD respectivement.

l'Agenda 2063 de l'Union africaine, en leur attribuant des niveaux d'intrants médians et en contrôlant pour d'autres facteurs tels que les données démographiques projetées (taille et composition de la population, etc.) et le niveau du PIB par habitant. Les besoins de financement pour accélérer la transformation structurelle et atteindre les objectifs de développement

durable à l'horizon 2030, et ceux de l'Agenda 2063 de l'Union africaine sont estimés à 10,9 milliards d'USD et 1,9 milliard d'USD respectivement, alors que les déficits de financement sont estimés à 9,2 milliards d'USD (16,4 % du PIB) et 1,6 milliard d'USD (2,9 % du PIB) respectivement.



Source: Banque africaine de développement



Source: Banque africaine de développement

Le Cameroun pourrait également combler son déficit de financement grâce à une meilleure mobilisation des recettes fiscales de la part de l'État. Sur la base des estimations de la BAD, les augmentations des ratios impôts/PIB actuels du Cameroun requises pour combler son déficit de financement d'ici 2030 et 2063 sont de l'ordre de 16,2 % et 2,8 % respectivement, comme le montre la figure 2.9.

2.4. Conclusions et recommandations pratiques

Le rôle du gouvernement camerounais est crucial dans la création d'un environnement propice à la transformation structurelle. En développant des institutions solides, en améliorant la gouvernance, en favorisant l'investissement et l'innovation et en fournissant des infrastructures adéquates et des services sociaux de qualité, le gouvernement pose les bases nécessaires pour une croissance économique durable et inclusive. En outre, le gouvernement devrait assurer :

- La stabilité macroéconomique et une gestion prudente des politiques budgétaire et monétaire.
- Une politique de l'emploi et de la formation professionnelle et la formalisation de l'économie informelle, avec un accent particulier sur la situation des femmes et des jeunes.
- Renforcer la diversification économique au Cameroun, en particulier dans le secteur des services, pour réduire la

dépendance aux industries extractives et créer des emplois durables.

Le secteur privé devrait être le moteur essentiel de la transformation structurelle au Cameroun en créant des emplois, en stimulant l'innovation et en appuyant la diversification de l'économie.

Les institutions régionales doivent jouer un rôle essentiel pour soutenir la transformation structurelle, en fournissant des cadres de politiques, des financements, de l'assistance technique, en favorisant l'intégration régionale et la sensibilité des instruments d'orientation du développement à la problématique du genre. Leur soutien permet de renforcer les capacités institutionnelles, d'améliorer les infrastructures, de stabiliser l'économie et de promouvoir la coopération régionale.

Les institutions financières de développement (IFD) et les banques multilatérales de développement (BMD) devraient davantage fournir des financements essentiels, de l'assistance technique, des conseils sur les politiques et faciliter les réformes économiques. Leur soutien permet de réaliser des projets d'infrastructure critiques, de promouvoir l'innovation et la compétitivité, de renforcer la gouvernance et d'améliorer les conditions de vie des populations. Pour maximiser l'impact de ce soutien, il est crucial que le Cameroun maintienne une collaboration étroite avec ces institutions, entreprenne des réformes structurelles ambitieuses et crée un environnement propice aux investissements et au développement durable.

FINANCEMENT DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DU CAMEROUN : LA NÉCESSITÉ DE REFORMER L'ARCHITECTURE FINANCIÈRE MONDIALE

MESSAGES CLÉS

- Il convient de réformer l'architecture financière mondiale pour permettre au Cameroun, comme aux autres pays en voie de développement, de pouvoir bénéficier des services offerts par les IFI et les BMD, du fait des avantages que pourraient procurer cette réforme pour la transformation structurelle de l'économie.
- Le financement de la transformation structurelle au Cameroun peut provenir de sources tant internes qu'externes. L'État camerounais déploie déjà des efforts énormes pour mobiliser les financements. Néanmoins, des ressources supplémentaires sont nécessaires pour accélérer la transformation structurelle.
- Dans l'optique de la mobilisation de ces financements, il serait important pour les autorités camerounaises de s'attaquer au problème de la dette. Avec un taux d'endettement de 41,8 % du PIB en 2023, le profil de la dette publique présente un risque de surendettement élevé. Cette question nécessite une gestion prudente et transparente afin de réduire au minimum les risques qui y sont associés, et de maximiser les bénéfices escomptés des financements, sans compromettre la stabilité financière et la soutenabilité à long terme.

Introduction

L'objectif de ce chapitre est de présenter le financement extérieur dont le Cameroun a besoin pour réaliser ses objectifs de transformation structurelle tout en faisant face aux menaces liées au changement climatique. Les estimations de la Banque africaine de développement sont utilisées pour déterminer le besoin et le déficit de financement nécessaire pour accélérer la transformation structurelle au Cameroun et financer les mesures climatiques d'ici 2030. À l'aide des estimations de la Banque, ce chapitre évalue la capacité du Cameroun à augmenter le ratio impôts/PIB pour combler le déficit de financement afin d'accélérer le processus de transformation structurelle d'ici 2030 et 2063, et plaide pour la réforme de l'architecture financière internationale.

3.1. La position du Cameroun sur la nécessité de réformer l'architecture financière mondiale

Selon les autorités camerounaises, il est urgent de réformer l'architecture financière mondiale pour permettre aux pays en voie de développement de pouvoir bénéficier des services offerts par les institutions qui la constituent pour se développer. Ces réformes pourraient se faire à travers :

- La promotion d'une meilleure régulation financière internationale : une régulation plus solide des marchés financiers internationaux peut contribuer à atténuer la volatilité des flux de capitaux et à réduire les risques systémiques pour le Cameroun.
- L'accroissement de l'accès aux financements concessionnels : les réformes des institutions financières internationales peuvent aider le Cameroun à avoir accès à davantage de financements concessionnels, notamment par le biais de prêts à faible taux d'intérêt, et de dons.
- Le renforcement de la coopération régionale et internationale : une coopération renforcée entre le Cameroun et les partenaires internationaux peut favoriser le partage de connaissances, de pratiques optimales et de ressources financières pour soutenir la transformation structurelle.
- La promotion de la transparence et de la

responsabilité : une meilleure transparence dans les transactions financières internationales et une plus grande responsabilité de la part des institutions financières internationales peuvent contribuer à prévenir des crises financières et à garantir une utilisation efficace des ressources.

La clé pour maximiser les bénéfices escomptés de ces réformes réside dans l'adaptation de ces dernières aux spécificités du Cameroun, la mise en place de politiques complémentaires appropriées et le renforcement des capacités institutionnelles. Ces réformes pourraient être bénéfiques pour le Cameroun à travers les principaux canaux suivants :

- L'investissement direct étranger : une plus grande attractivité pour les investissements étrangers, en particulier dans des secteurs clés, comme les infrastructures, l'énergie et les télécommunications.
- Les institutions financières : une régulation plus stricte des institutions financières et une meilleure surveillance des risques systémiques.
- Une meilleure intégration du Cameroun à l'économie mondiale : à travers une harmonisation des régulations et une réduction des barrières commerciales.
- Envois de fonds de la diaspora : en réduisant les coûts des transferts de fonds et en améliorant l'efficacité des canaux de transfert.

En réformant l'architecture financière internationale de manière à répondre aux besoins spécifiques des pays en voie de développement comme le Cameroun, il est possible de surmonter certaines contraintes liées au financement externe de la transformation structurelle et de créer un environnement plus propice au développement économique durable.

3.2. La mobilisation des ressources supplémentaires pour la transformation structurelle du Cameroun

Le financement de la transformation structurelle au Cameroun peut provenir de sources tant internes qu'externes.

Selon le PEA 2024, les ressources

intérieures resteront la principale source de financement du développement en Afrique. La Direction générale des impôts (DGI) et la Direction générale des douanes (DGD) du Cameroun sont en train d'entreprendre des efforts qui visent à élargir l'assiette fiscale et améliorer l'efficacité de la collecte des recettes. La DGI prévoit une augmentation des recettes fiscales de 103,8 millions d'USD en 2024, à travers la mise en œuvre de mesures de politique d'administration fiscale qui élargiront davantage l'assiette fiscale et renforceront le contrôle et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. La DGD met également en œuvre un programme qui comprend, en autres, la mise en œuvre effective du nouveau mécanisme de perception des droits de douane et taxes sur les téléphones importés et le réajustement de la fiscalité à l'exportation sur certains produits à fort potentiel, et prévoit une augmentation des recettes douanières de 49,8 millions d'USD.

Toutefois, compte tenu de l'ampleur du déficit de financement, les réformes de l'architecture financière monétaire devraient favoriser l'augmentation des flux extérieurs pour financer la transformation économique du Cameroun. Les flux financiers, notamment sous forme d'aide publique au développement (778 millions d'USD en moyenne entre 1990 et 2022), d'investissements directs étrangers (884 millions d'USD ont été injectés au Cameroun en termes d'investissements directs étrangers), d'investissements de portefeuille (16 540 USD reçus au Cameroun en 2021),; et d'envois de fonds des migrants vers l'Afrique (selon un rapport de la Banque mondiale⁴, le Cameroun en a reçu 297,2 millions d'USD en 2022 comparé à 4,1 milliards d'USD pour le Kenya, 2,7 milliards d'USD pour le Sénégal et 1,7 milliard d'USD pour la RD Congo) ont été irréguliers, selon les indicateurs du développement dans le monde. Il est peu probable que l'APD traditionnelle destinée au Cameroun augmente à court terme, parce que les pays donateurs font face à de nombreuses priorités concurrentes.

À ce jour, les ressources extérieures ont joué un rôle important dans le financement du développement économique et de la transformation structurelle au Cameroun. Malgré ces contributions, des ressources

supplémentaires sont nécessaires pour accélérer la transformation structurelle du pays afin de : renforcer les infrastructures, promouvoir l'industrialisation, renforcer le capital humain, promouvoir l'agriculture et soutenir les petites et moyennes entreprises (PME). Il est donc urgent, pour le Cameroun, d'entreprendre des réformes majeures afin d'attirer davantage d'investissements étrangers, mais aussi des réformes de nature à encourager les innovations et promouvoir l'entrepreneuriat en vue de stimuler les investissements.

Des efforts ont été faits par le gouvernement au cours des années antérieures pour mobiliser davantage de ressources externes sous forme de prêts, de dons, d'IDE, etc afin de répondre aux besoins d'investissement, mais le fruit des efforts réalisés reste largement en deçà de ce qu'il faudrait au pays pour combler son déficit de financement nécessaire pour accélérer sa transformation structurelle, comme le montrent les figures 2.7 et 2.8.

3.3. Traiter le problème de la dette au Cameroun

L'évolution de la dette, surtout sa composante extérieure, peut être à la fois une source importante de financement du développement et une préoccupation majeure en raison des risques qu'elle entraîne. Selon la Caisse autonome d'amortissement (CAA) du Cameroun, au cours de la période 2024-2026, la politique du financement du déficit budgétaire est essentiellement axée sur l'endettement. Le gouvernement compte poursuivre une politique d'endettement visant à maintenir sa dette publique viable avec un degré de risque de surendettement modéré. Les cibles visées à la fin de la période (2022-2024) sont : i) un ratio de dette publique et à garantie publique d'au plus 50 % du PIB, ii) un portefeuille de dette constitué à 75 % de dette extérieure (dont 25 % en USD) et 25 % de dette intérieure ; iii) une part de la dette à court terme plafonnée à 10 %, iv) une part de la dette à taux d'intérêt variables inférieure à 20 % du portefeuille total de la dette publique, v) une maturité moyenne du portefeuille de la dette publique d'au moins 12 ans, dont 5 ans pour la dette intérieure avec un taux d'intérêt moyen inférieur à 2,5 %.

⁴ Remittances Brave Global Headwinds.

Le financement du déficit budgétaire par l'État pourrait présenter quelques avantages :

- **Financement de projets de développement** : la dette extérieure est utilisée pour financer des projets d'infrastructures, d'éducation, de santé et d'autres initiatives de développement qui contribuent à stimuler la croissance économique et à améliorer les conditions de vie de la population.

- **Accès à des ressources supplémentaires** : l'augmentation de la dette extérieure permet au Cameroun d'accéder à des ressources financières supplémentaires qui pourraient ne pas être disponibles localement, ce qui contribue à combler les lacunes de financement pour les projets de développement prioritaires.

- **Amélioration de la capacité productive** : les investissements financés par la dette extérieure contribuent à renforcer la capacité productive de l'économie camerounaise en modernisant les infrastructures, en développant les secteurs clés et en favorisant l'innovation et la productivité. Cependant, l'État devrait faire attention à certains inconvénients qui pourraient rendre le pays plus vulnérable, augmenter la charge de sa dette et le mener au surendettement.

- **Accroissement de la vulnérabilité financière et la charge de la dette** : une augmentation excessive de la dette extérieure pourrait rendre le Cameroun plus vulnérable aux chocs économiques exogènes, aux fluctuations des taux de change et aux variations des taux d'intérêt, ce qui entraînerait des difficultés de remboursement et des crises financières. De plus, le service de la dette pourrait devenir une lourde charge pour le gouvernement camerounais, limitant ainsi sa capacité d'allouer des ressources à d'autres secteurs prioritaires, tels que l'éducation, la santé et les infrastructures sociales.

- **Risque de surendettement** : l'accumulation excessive de dette extérieure pourrait entraîner une situation de surendettement, mettant en péril la viabilité financière à long terme du Cameroun et compromettant sa capacité à honorer ses obligations de paiement. Force est cependant de souligner que même si la

dette extérieure du Cameroun n'est pas excessive, à 41,8 % du PIB en 2023, le profil de sa dette publique présente un risque de surendettement élevé. Comme expliqué au chapitre I, ce profil résulte de deux indicateurs qui posent un problème majeur : i) le ratio du service de la dette aux exportations et ii) le ratio du service de la dette aux recettes internes. Ces deux ratios restent élevés en raison de la faiblesse de leurs dénominateurs.

Avec un profil de la dette publique présentant un risque élevé de surendettement, la notation du Cameroun en subit les conséquences, ce qui affecte son accès au financement et le coût de financement sur le marché financier. Standard & Poor's a amélioré d'un cran la note souveraine du Cameroun en mars 2024, la faisant passer de « CCC » (risque élevé) à « B » hautement spéculatif, ce qui contraste avec la perception de Moody's pour les émissions en devises étrangères et locales à long terme, dont la note est passée de « C » à « B » pour des prêts à court terme. Ces perceptions de risques induits de la part des agences de notation sur le Cameroun pourraient être considérablement revues à la baisse si les institutions africaines avec une meilleure maîtrise des économies africaines faisaient leurs notations sur les économies de ces pays. En plus, ces perceptions pourraient davantage s'améliorer si les comptes nationaux étaient bien estimés en tenant compte de certaines richesses du pays, comme son capital naturel dans son ensemble.

3.4. Le financement de l'action climatique au Cameroun

Financer l'action climatique au Cameroun nécessite une approche holistique et diversifiée pour mobiliser les ressources nécessaires et mettre en œuvre des initiatives efficaces. Selon la Contribution déterminée au niveau nationale (CDN) actualisée du Cameroun, le coût total des investissements nécessaires pour atteindre les objectifs escomptés dans le cadre de la CDN en 2030 s'élève à 57 640 millions d'USD. Le Cameroun a déjà mobilisé 162,35 millions d'USD. Cependant, ce montant est largement insuffisant par rapport aux besoins. La contribution du secteur privé au financement de la croissance verte s'avère donc nécessaire au regard des défis et des montants à mobi-

Au regard de la taille du déficit de financement et du faible ratio impôt-sur-PIB (12,6% en 2023), il est urgent de réformer l'architecture financière internationale pour permettre au Cameroun de bénéficier davantage des financements externes de long terme et à faible coût afin d'impulser sa transformation structurelle.

liser. Quelques stratégies et mécanismes qui peuvent être utilisés pour financer l'action climatique au Cameroun sont:

- **Financement public** : le gouvernement camerounais devrait allouer davantage des ressources budgétaires spécifiques pour soutenir les initiatives liées à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique. Il investit déjà dans des projets d'énergies renouvelables, de reforestation, de gestion des ressources en eau, de construction résiliente aux changements climatiques, et de sensibilisation du public.

- **Financement international** : Le Cameroun pourrait davantage bénéficier de financements internationaux provenant de sources telles que le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Mécanisme de développement propre (MDP) et d'autres mécanismes de financement climatique multilatéraux. Ces fonds peuvent être utilisés pour soutenir des projets et des programmes d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

- **Partenariat public-privé** : le gouvernement devrait collaborer le plus souvent avec le secteur privé pour mobiliser des investissements dans des projets climatiques. Les partenariats public-privé facilitent le développement et le déploiement de solutions innovantes dans des domaines tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la gestion durable des ressources naturelles.

- **Instruments financiers innovants** : des instruments financiers tels que les obligations vertes, les fonds de capital-risque climatique et les prêts à faible taux d'intérêt devraient être utilisés pour mobiliser des investissements privés en faveur de l'action climatique. Ces mécanismes permettent de canaliser des fonds vers des projets ayant un impact positif sur le climat, tout en offrant des rendements financiers attractifs aux investisseurs.

- **Renforcement des capacités et des institutions** : investir dans le renforcement des capacités des acteurs locaux et des institutions chargées de la planification, de la mise en œuvre et de la surveillance des actions climatiques est essentiel pour garantir une utilisation efficace et transparente des ressources allouées à

ces initiatives.

3.5. Recommandations de politiques

Recommandations de politiques pour le Cameroun :

- Renforcement de la gouvernance et de la transparence financière dans la gestion des fonds publics et des financements extérieurs afin d'attirer davantage d'IDE.

- Développement des capacités institutionnelles en formant les fonctionnaires et les gestionnaires de projets aux meilleures pratiques de gestion des financements externes.

- Diversification des sources de financement en encourageant des sources de financement alternatives, telles que les partenariats public-privé (PPP), les obligations vertes et les fonds d'investissement.

- Amélioration des politiques monétaires et financières afin de stabiliser le cadre macroéconomique pour rassurer les investisseurs et les bailleurs de fonds et attirer davantage d'investissements.

Réformes nécessaires au niveau de l'architecture financière mondiale :

- Révision des critères d'éligibilité et des conditions de prêt afin d'instaurer des critères plus flexibles et adaptés aux réalités économiques des pays en développement. Un pays comme le Cameroun a besoin de ressources stables, de longue durée, avec des taux d'intérêt bas pour financer ses besoins de développement.

- Promotion de l'inclusivité et de l'équité en assurant une représentation plus équitable des pays en développement dans les instances de décision des institutions financières internationales. Une coopération fiscale internationale inclusive qui concourrait à la réduction des flux financiers illicites au Cameroun pourrait contribuer à augmenter le ratio impôts / PIB, qui est encore très faible (12,6 % en 2023) dans le pays.

- Augmentation des ressources allouées à l'assistance technique pour aider le pays à renforcer ses capacités institutionnelles. Ces ressources pourraient être destinées au renforcement des capacités des struc-

tures chargées de la comptabilisation du capital naturel du pays et de son intégration dans les comptes nationaux afin d'avoir une idée plus claire de la richesse du pays. Cette réévaluation du PIB intégrant les comptes nationaux pourrait aider à améliorer les principaux indicateurs du pays, comme le ratio de la dette publique/PIB, avec des effets positifs sur la notation du pays par les agences de notation.

- Innovations dans des instruments financiers tels que les obligations climatiques, les fonds de développement mixtes et les

financements basés sur les résultats, dont le Cameroun pourrait effectivement bénéficier, étant donné sa position dans le bassin du Congo.

- La création d'une agence de notation africaine, qui serait bénéfique pour le Cameroun, grâce à une notation plus réaliste de son économie. Cela pourrait mieux clarifier les aspects liés aux divergences de notations entre agences, comme c'est le cas entre Standard and Poor's et Moody's.

RÉFÉRENCES

- BAD (Banque africaine de développement) 2024. Perspectives économiques en Afrique, Abidjan, Cote d'Ivoire : Banque africaine de développement.
- BAD (Banque africaine de développement) 2023. Cameroon Country Focus Report 2023. Supporting Climate Finance and a Just Transition in Cameroon.. Abidjan, Cote d'Ivoire: Banque africaine de développement.
- BAD (Banque africaine de développement) 2022. Cameroon Country Focus Report 2022. Mobilising Private Sector Financing for Climate and Green Growth in Cameroon. Abidjan, Cote d'Ivoire: Banque africaine de développement.
- BAD (Banque africaine de développement) 2022. Note de diagnostic pays du Cameroun. Abidjan, Cote d'Ivoire: Banque africaine de développement.
- BAD (Banque africaine de développement) 2020. Indice de développement des infrastructures en Afrique (AIDI). Intégration des infrastructures - ARII (integrate-africa.org)
- Banque mondiale. 2024. World Development Indicators. World Development Indicators DataBank (worldbank.org)
- BEAC (Banque des États de l'Afrique centrale). 2022 : Rapport Annuel 2022. Yaoundé, Cameroun, Banque des Etats de l'Afrique centrale.
- CAA (Caisse autonome d'amortissement) du Cameroun. (2024). Statistiques de la dette publique à fin décembre 2023 et prévision du service de la dette.
- Ecofin Pro. 2023, l'indice de développement des TIC (IDI) Classement 2023 des pays africains selon leur développement dans les TIC : le Maroc surperforme (rapport) (agencecofin.com)
- FMI (Fonds monétaire international) 2024, Perspectives de l'économie mondiale.
- FMI (Fonds monétaire international). 2023. "Making Public Debt Public-Ongoing Initiatives
- GEI (Groupe d'experts indépendants), 2023. Strengthening Multilateral Development Banks : The Triple Agenda Report of the G20 Independent Experts Group. <https://www.github.org/resources/publications/strengthening-multilateral-development-banks-the-tripleagenda-report-of-the-g20-indepdent-expert-group/>
- Gollin, D., Jedwab R. and Vollrath D. (2016) Urbanization with and without industrialization. Journal of Economic Growth, Vol. 21, No. 1, pp. 35-70
- Heritage Foundation » et « Le Wall Street Journal ». 2024 Index of Economic Freedom. Index of Economic Freedom: All Country Scores | The Heritage Foundation
- INS (Institut National de la Statistiques) du Cameroun. (2024) : Evolution de l'inflation au Cameroun au cours de l'année 2023.
- INS (Institut nationale de la statistiques). 2022 : Troisième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun. Microsoft Word - EESI 3_Rapport Principal_Secteur Informel_FR_28_09_2023 (ins-cameroun.cm)

- INS (Institut nationale de la statistiques). 2018. Deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE) en 2016. Rapport Principal RGE-2 Version Finale PDF | Download Free PDF | Petite ou moyenne entreprise | Technologies de l'information et de la communication (scribd.com)
- Los Bart, Marcel P. Timmer et Gaaitzen J. de Vries (2016). "Tracing Value-Added and Double Counting in gross Exports: Comment" American Economic Review, 104(2), 459-94.
- Mensah, E. B. et G. J. de Vries (2023) « The Role of Exports for Income and Job Creation in Sub-Saharan African Countries: New Evidence Using the Africa supply and Use Tables Database. ». Memorandum de recherche GGDC 197.
- MINEPAT, INS (Institut nationale de la statistiques) et Banque mondiale. (2024). « Situation of Household Living Conditions in 2021-2022 ». Fifth Cameroon Household Survey (ECAM5). Brochure-Ecam-5-En.pdf (ins-cameroun.cm)
- MINEPAT/CNSE/SND2030 (2023) Rapport de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie de Développement du secteur Rural.
- MINEPAT/CNSE/SND2030 (2023) Rapport de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30).
- MINFI/DGD (2023) : Note sur la mobilisation des recettes douanières.
- MINFI/DGI (2023): Note sur la mobilisation des recettes fiscales.
- Mo Ibrahim Foundation. 2023. 2022 Ibrahim Index of African Governance (IIAG) _ Index Report. 2022-Index-Report.pdf (iiag.online)
- ONU (Organisation des Nations unies). 2023. « Reforms to the International Financial Architecture." Our Common Agenda Policy Brief 6. New York: Organisation des Nations unies).
- Pacte National pour l'Alimentation et l'Agriculture de la République du Cameroun à l'horizon 2030.
- République du Cameroun. 2021. Contribution déterminée au niveau national – Actualisée (CDN) Document interne. <https://unfcc.int/sitesdefault/files/ND-C/2022-2022-06/CDN%20r%C3%A9vis%C3%20CMR%20finale%20Sept202021pdf>
- République du Cameroun. 2020a. Stratégie nationale de développement 2020-2030. Ministère de l'économie, de la planification et du développement régional.
- République du Cameroun. 2020b. Stratégie du développement du secteur rural/Plan nationale d'investissement agricole pour la période 2020-2030.
- Transparency International. 2024. Corruption Perception Index 2023. Report_C-PI2023_English.pdf (transparency.org.au)

ANNEXES

Annexe 1. Principaux moteurs de la transformation structurelle (Tableau de régression)

Secteur	1990	2007	2019	1990	2007	2019
Agriculture	6,406	10,430	7,858	6,3	6,6	3,2
Industries extractives	1,895	2,715	2,392	1,9	1,7	1,0
Industries manufacturières	4,077	7,746	8,643	4,0	4,9	3,5
Services aux entreprises et services financiers	106	425	1,106	0,1	0,3	0,4
Autres services	1,146	3,027	6,545	1,1	1,9	2,6
TOTAL	13,628	24,343	26,544	13,3	15,5	10,7

Source : Reproduit de Mensah et de Vries (2024). La valeur ajoutée et les emplois créés par les exportations sont calculés à l'aide de la nouvelle base de données des tableaux des ressources et des emplois de l'Afrique (ASUT). La figure et le tableau montrent la moyenne non pondérée des 11 pays africains couverts par la base de données : Afrique du Sud, Cameroun, Éthiopie, Ghana, Kenya, Maurice, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Tanzanie et Zambie.

Annexes 2. Opportunités existantes et potentielles au Cameroun

Le Cameroun offre une gamme diversifiée d'opportunités économiques grâce à ses ressources naturelles abondantes, son potentiel agricole et sa situation stratégique en Afrique centrale :

i) Ressources naturelles non renouvelables

- Pétrole et gaz : Le Cameroun est un producteur important de pétrole brut, principalement extrait dans les régions côtières et maritimes. Le secteur du gaz naturel est également en croissance, avec des projets d'exploitation et de liquéfaction en cours.
- Minerais : Le pays possède d'importantes réserves de bauxite, de cobalt, de fer et d'autres minerais précieux.

ii) Potentiel agricole et agroalimentaire

- Cultures de rente : Le Cameroun est un des plus grands producteurs mondiaux de cacao et de café.
- Agriculture vivrière : Avec un climat diversifié permettant la culture de produits tels que le maïs, le manioc, les bananes plantains, et d'autres produits de base, le potentiel agricole est immense.
- Agro-industrie.

iii) Opportunités d'investissement dans les énergies renouvelables

- Hydroélectricité : Le Cameroun est doté d'un potentiel hydroélectrique considérable. Des projets tels que le barrage de Nachtigal illustrent l'intérêt croissant porté sur cette source d'énergie.
- Énergie solaire : Le climat ensoleillé du Cameroun offre des conditions idéales pour l'énergie solaire.
- Biomasse et énergie éolienne : Bien que moins développés, ces secteurs présentent des opportunités pour diversifier les sources d'énergie et promouvoir des solutions durables.

iv) Autres opportunités : Tourisme, technologies de l'information et de la communication (TIC) et avènement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Annexes 3. L'appui de la Banque africaine de développement au processus de transformation structurelle au Cameroun

La Banque africaine de développement (BAD) joue un rôle crucial dans le processus de transformation structurelle du Cameroun. Son appui se manifeste à travers plusieurs initiatives et projets visant à renforcer les infrastructures, améliorer la gouvernance et promouvoir le développement durable :

1. Infrastructures de transport : La BAD finance plusieurs projets d'infrastructures de transport, essentiels pour améliorer la connectivité et stimuler le commerce :

- **Autoroutes et routes nationales :** La construction et la réhabilitation de routes nationales, telles que l'autoroute Yaoundé-Douala, facilitent le transport des biens et des personnes, réduisant ainsi les coûts logistiques et améliorant l'accès aux marchés.

2. Énergie : L'amélioration de l'accès à l'énergie est une priorité pour la BAD au Cameroun:

- **Projets hydroélectriques :** La BAD soutient des projets tels que le barrage de Nachtigal, qui vise à augmenter la capacité de production d'électricité du pays.

3. Agriculture et développement rural : La transformation du secteur agricole est essentielle pour le développement économique du Cameroun :

- **Projets de modernisation agricole :** La BAD finance des initiatives visant à améliorer les techniques de production agricole, l'irrigation, et l'accès aux marchés pour les petits exploitants agricoles.

- **Développement rural :** Des projets de développement rural, tels que l'amélioration des infrastructures rurales et l'accès aux services financiers, visent à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance économique dans les zones rurales.

4. Développement humain : La BAD soutient également des initiatives visant à améliorer les services sociaux et le capital humain :

- **Éducation :** Des investissements sont réalisés pour améliorer l'accès à un enseignement de qualité, notamment à travers la construction et la réhabilitation d'écoles et la formation professionnelle.

5. Gouvernance et réformes institutionnelles : L'amélioration de la gouvernance et des institutions est cruciale pour le développement durable :

- **Réformes institutionnelles :** La BAD soutient des réformes visant à accroître l'efficacité et la transparence des institutions publiques, à travers des appuis budgétaires.

- **Renforcement des capacités :** Des initiatives de renforcement des capacités sont mises en œuvre pour améliorer les compétences des fonctionnaires et renforcer les institutions de gouvernance.

6. Développement du secteur Privé : La BAD encourage le développement du secteur privé, essentiel pour la croissance économique et la création d'emplois :

- **Soutien aux PME :** Des programmes de soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) sont mis en place pour faciliter l'accès au financement, aux marchés et aux technologies.

- **Amélioration du climat des affaires :** La BAD travaille avec le gouvernement pour améliorer le climat des affaires, notamment à travers la simplification des procédures administratives et la promotion de l'investissement étranger.

7. ZLECAf et intégration régionale : Le soutien de la BAD à l'intégration régionale et à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est crucial pour le Cameroun :

- **Infrastructures régionales :** La BAD finance des projets d'infrastructures transfrontalières pour améliorer la connectivité entre le Cameroun et les pays voisins (exemple : le pont sur la Cross River (272,4 millions d'USD, Cameroun-Nigeria) ; le pont sur le Logone (117 millions d'USD, Cameroun-Tchad) ; le pont sur le fleuve Ntem (80 millions d'USD – Cameroun-Guinée équatoriale) ; la route Ketta-Djoum (400 millions d'USD, Cameroun-Congo) ; l'étude sur le chemin de fer (5,3 millions d'USD, Cameroun-Tchad).

- **Harmonisation des politiques :** La BAD soutient des initiatives visant à harmoniser les politiques commerciales et à faciliter les échanges entre les pays membres de la ZLECAf.



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

19,15,535

2,00